



HAL
open science

Le Mozambique: Une Nation africaine de langue officielle portugaise?

Michel Cahen

► **To cite this version:**

Michel Cahen. Le Mozambique: Une Nation africaine de langue officielle portugaise?. Canadian Journal of African Studies / Revue canadienne des études africaines, 1990, XXIV (3), pp.315-347. 10.1080/00083968.1990.10803865 . halshs-04206063

HAL Id: halshs-04206063

<https://shs.hal.science/halshs-04206063v1>

Submitted on 22 Feb 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Le Mozambique: Une Nation africaine de langue officielle portugaise?

Author(s): Michel Cahen

Source: *Canadian Journal of African Studies / Revue Canadienne des Études Africaines*, 1990, Vol. 24, No. 3 (1990), pp. 315-347

Published by: Taylor & Francis, Ltd. on behalf of the Canadian Association of African Studies

Stable URL: <https://www.jstor.org/stable/485625>

JSTOR is a not-for-profit service that helps scholars, researchers, and students discover, use, and build upon a wide range of content in a trusted digital archive. We use information technology and tools to increase productivity and facilitate new forms of scholarship. For more information about JSTOR, please contact support@jstor.org.

Your use of the JSTOR archive indicates your acceptance of the Terms & Conditions of Use, available at <https://about.jstor.org/terms>



Taylor & Francis, Ltd. and Canadian Association of African Studies are collaborating with JSTOR to digitize, preserve and extend access to *Canadian Journal of African Studies / Revue Canadienne des Études Africaines*

JSTOR

Le Mozambique: Une Nation africaine de langue officielle portugaise?

Michel Cahen

Abstract

The African countries where Portuguese is the official language have refused to be identified as countries expressing themselves in Portuguese. Indeed, the language may be Portuguese, but the expression remains African. Nevertheless, Portuguese continues to be called the language of unity and national liberation even though only 1.23 percent of all Mozambicans have Portuguese as their mother tongue. This tendency is part of an effort to foster a European-style nation-state by using projects of development and social reconstruction to get rid of the peasants from the mode of domestic production within a few years. The will to remain ignorant, characterizing the ethnic groups and the original social relations which are specific to them, has been a constant in the politics of the leaders of FRELIMO, responsible for the civil war which ravages the country. The turning point came in 1984-1988 when the nationalist movement was liberalized to allow for greater cultural flexibility and an expansion of literary creativity. (Please note that this article was written in April 1989 before the changes took place in Eastern Europe).

La langue portugaise adore les sigles: parmi les créatures bizarres que cette affection produit, les PALOPs sont l'un des concepts les plus importants du vocabulaire politique post-25 avril. Les Pays Africains de Langue Officielle Portugaise refusent en effet énergiquement le qualificatif copié de la francophonie: "pays d'expression portugaise."¹ Ils soutiennent, à juste titre jusqu'à un certain point, que la langue peut fort bien être portugaise et l'expression africaine. D'où un sigle beaucoup plus neutre. Cela signifie-t-il que la langue

Ce texte est la version écrite d'une communication à des journées d'études organisées par le Centre d'Etude d'Afrique Noire de l'Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux et le Centre d'Estudis Africans de l'Université de Barcelone, tenues à Bordeaux les 25-27 mai 1989 sur le thème "Etat, langue, ethnicité." Il s'agissait d'appréhender la question linguistique comme problème politique majeur dans la construction de l'Etat et l'articulation de ses rapports avec les composantes ethniques présentes au sein des frontières arbitraires héritées de la colonisation; d'appréhender le choix de la langue officielle comme "instrument d'idéal national," au même titre que le parti unique ("creuset de la Nation") ou les projets de développement économique.

portugaise elle-même pourrait devenir africaine? Certains portugais le cla- ment encore aujourd'hui presque indécentement, fidèles inconscients du vieux lusotropicalisme. Aucun des cinq nouveaux Etats n'a choisi le Portu- gais comme langue nationale, le qualifiant simplement de langue officielle.

Il y a là cependant un beau formalisme car le Portugais a bien été conceptu- alisé d'une part comme langue de l'unité nationale, mais aussi comme langue de la libération nationale. Le fait de s'en être saisi pour la guerre de libération suffirait à en transformer la nature. Voilà qui fait, bien dans la tradition du radicalisme mozambicain, l'économie de toute analyse sur les rapports entre cette langue et la masse de la population. Il s'agit pourtant de l'un des princi- paux mythes fondateurs de la République populaire du Mozambique. Y toucher, c'est toucher à l'idée de la Nation Une. Il n'est pas étonnant dans ces conditions que le thème soit ultra-sensible. Jusqu'à il y a peu de temps, il ne fut discuté que par le biais de la nationalité littéraire, et de façon fort polémique (Cahen 1988). Un cadre non mozambicain de l'UNESCO, en pro- posant, en 1983, l'abandon de la politique lusophone, la non adoption du bil- inguisme, pour le multilinguisme, fit l'effet d'un être lunaire et son rapport ne fut d'aucun effet (Yai 1983). Le thème fut cependant repris par Luis Ber- nardo Honwana, ministre de la culture et l'une des personnes les plus sensi- bilisées au problème (bien plus que Graça Machel, ministre de l'éducation et épouse du président) (Honwana 1983). C'est probablement que l'analyse du recensement de 1980, lancé dans tout le pays à l'occasion de l'accalmie due à l'indépendance du Zimbabwe et au "déménagement" encore instable de la rébellion de Rhodésie en Afrique du Sud, commençait à faire sentir ses effets (les résultats détaillés du recensement sont publiés en novembre 1983, mais les ministères les possédaient évidemment depuis quelque temps déjà).

Les recensements coloniaux (le dernier en 1970) s'étaient toujours con- tentés de la qualité "Sait parler portugais," ou "Sait lire et écrire le portu- gais," ou encore simplement "alphabétisés" (ce qui est pratiquement synonyme de la seconde formule, à l'exception d'un petit nombre de lettrés arabisants). En 1970, dans les zones sous contrôles portugais (l'essentiel du pays), près de 90% de la population était analphabète, et près de 80% de la pop- ulation de 15 à 19 ans, avec naturellement de fortes inégalités sexuelles, "raci- ales" et régionales (le plus faible taux parmi la population masculine noire était celui des 20-24 ans, qui frôlait les 40%) (Instituto nacional de estatistica 1973).

Le recensement mozambicain de 1980 n'a pas posé les mêmes questions, ce qui est dommage pour les comparaisons, mais il en a posé une politique- ment et socialement bien plus intéressante: celle de la langue considérée comme maternelle, le portugais étant l'une des vingt-cinq langues recon- nues. De ces statistiques on déduit que la langue portugaise est celle de 1,23% des Mozambicains, ce pourcentage montant à 7,62% pour le pays "urbain"

Tableau 1
Pourcentage d'analphabétisme en 1970¹

Districts coloniaux	Population totale	15-19 ans	Différence ¹
Lourenço-Marques	66,22	48,55	26,28
Gaza	87,88	75,28	14,33
Inhambane	88,37	72,33	18,15
Manica e Sofala	89,57	80,39	10,24
Tete	94,20	90,27	2,08
Zambezia	94,87	88,98	6,20
Mozambique	93,73	84,96	9,35
Cabo Delgado	93,21	85,23	8,56
Niassa	92,47	84,16	8,98
Total	89,65	79,42	11,41

SOURCE: Instituto nacional de estatística 1973.

- 1 Le recensement de 1970 ne distingue plus les types somatiques (antiracisme officiel oblige!). La catégorie "Sachant parler portugais," présente dans les recensements coloniaux antérieurs, disparaît également. Les "analphabètes" semblent être ceux qui n'ont jamais fréquenté l'école: quand on sait qu'on peut très bien avoir fréquenté l'école et être resté ou redevenir rapidement analphabète, on comprend que ces % pèchent sans aucun doute par optimisme. De plus, ils ne concernent pas que la seule population mozambicaine, mais également portugaise.
- 2 La comparaison des recensements 1960-1970 est extrêmement difficile, vu les changements permanents de limites administratives et les différences de définition des concepts. C'est pourquoi on a préféré comparer la situation globale et celle de la classe d'âge sortant de l'école. Quelle que soit l'incertitude de tels calculs, il apparaît que l'analphabétisme recule le plus là où il était déjà le plus faible, traduisant l'effort scolaire principalement urbain des autorités coloniales (Différence = % total - % des 15-19 ans: % total).

Tableau 2
 Pourcentage de Portugais langue maternelle
 en République populaire du Mozambique (1980)

(a) Provinces

Maputo (Cidade)	10,35	Tete	0,58
Sofala	1,81	Inhambane	0,54
Maputo (Provincia)	0,92	Zambezia	0,51
Gaza	0,62	Nampula	0,42
Manica	0,58	Niassa	0,33
		Cabo Delgado	0,24

*(b) Villes ("cidades")
et deux îles historiques*

Maputo	10,35	Chomoio	3,72
Quelimane	9,42	Pemba	3,57
Beira	7,00	Chokwé	3,45
Tete	6,88	Lichinga	2,34
Xai-xai	5,11	Nacala	1,01
Inhambane	5,04	Ilha de Moçambique	0,91
Nampula	4,21	Ilha de Ibo	0,78

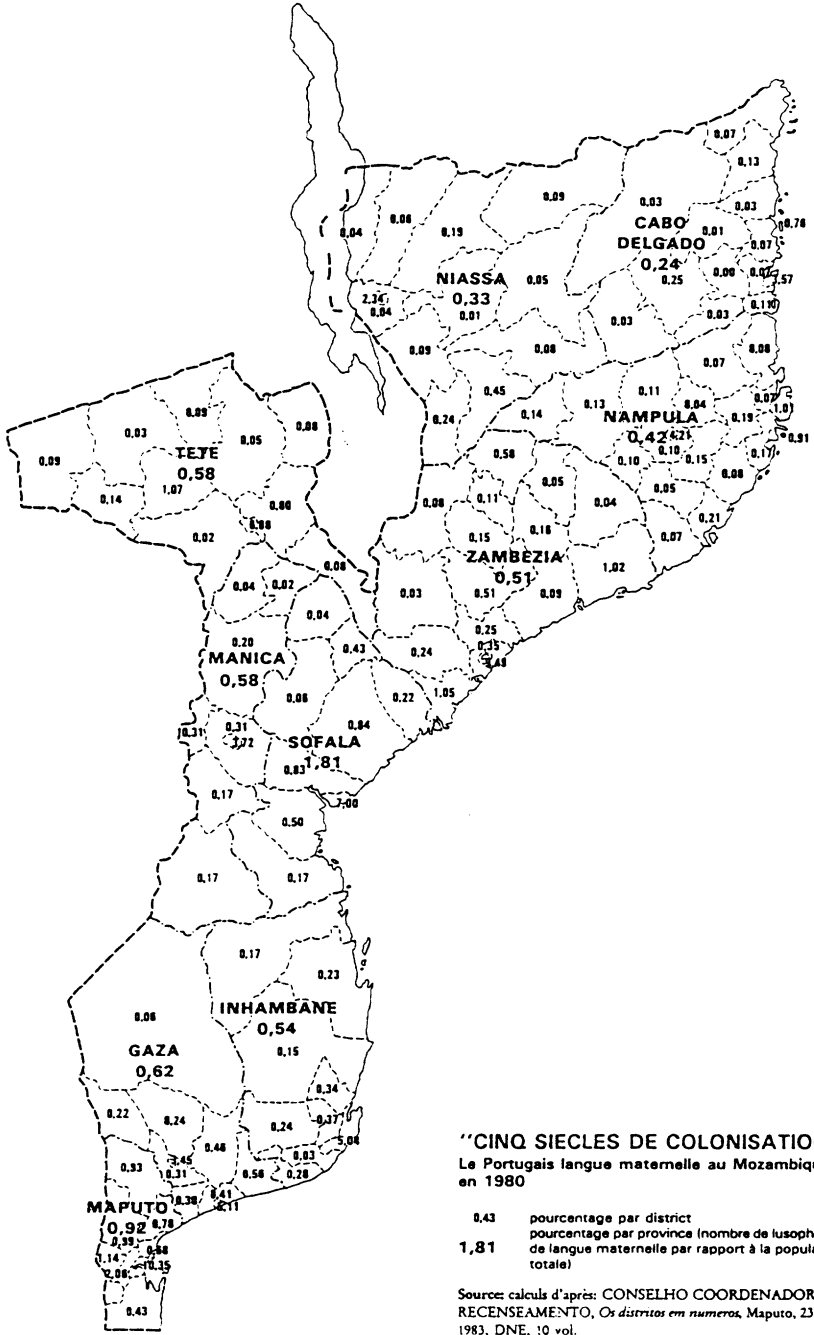
SOURCE: Conselho coordenador do recenseamento 1983.

(les 12 noyaux de population reconnus officiellement comme "cidade") et descendant à 0,27% pour le pays rural. Dans la mesure où le recensement a inclus les Portugais et Brésiliens résidents (vingt mille personnes?), ces pourcentages sont légèrement faussés à la hausse. Dans la ville de Maputo, record du pays, le pourcentage est de 10,35. Des zones de très vieille présence portugaise, comme Tete, Chinde, Moçambique, vont de moins de 7% à moins de 1% (Conselho coordenador do recenseamento 1983) (voir carte et tableaux 1 et 2).

Il est bien évident que les différences par classes d'âge doivent être très importantes et très nombreux sont les enfants des écoles primaires de Maputo qui parlent portugais entre eux à la récréation. Il n'en reste pas moins un problème fondamental, car non seulement le portugais est la langue du parti, de l'Etat, de l'administrateur, mais c'est aussi la langue de l'alphabétisation primaire et, dans la majorité des cas de l'alphabétisation, des adultes.

Le "Tout-Portugais"

On ne reviendra pas ici sur les problèmes bien connus posés par l'alphabétisation d'enfants dans une langue étrangère. On constatera simplement que le Mozambique (comme les autres PALOPs) a refusé d'analyser l'expérience des



“CINQ SIECLES DE COLONISATION”
 Le Portugais langue maternelle au Mozambique en 1980

0,43 pourcentage par district
 pourcentage par province (nombre de lusophones de langue maternelle par rapport à la population totale)
 1,81

Source: calculs d'après: CONSELHO COORDENADOR DO RECENSEAMENTO, *Os distritos em numeros*, Maputo, 23 nov. 1983, DNE, 10 vol.

autres pays africains, que son accession tardive à l'indépendance (25 juin 1975) aurait dû permettre. On peut même dire qu'il s'est agi d'une volonté farouche! Pourtant, les résultats des campagnes d'alphabétisation des adultes ont été un échec important, que la déstabilisation due à la guerre interne n'est pas suffisante pour expliquer. Le nombre des participants, montés jusqu'à 325 000 en 1980, est retombé aux alentours de 150 000 en 1984 et à moins de 80 000 en 1987, et le % de réussite est passé de 54% en 1978-1979 et 37% en 1980 à 21% en 1984 et moins de 10% en 1987. Les premières campagnes ont en effet touché des adultes semi-alphabétisés, les suivantes abordant les paysans, où les problèmes matériels et pédagogiques sont devenus considérables. Les campagnes se sont alors "repliées" sur des éléments définis comme "prioritaires," ceux qui avaient un besoin immédiat du portugais, c'est-à-dire ceux qui étaient déjà, de par leurs activités, les plus proches de l'appareil d'état et de la production "moderne." On peut donc légitimement se poser la question de savoir si l'acharnement "portugais" n'a pas aggravé la mise en dépendance envers l'Etat de tout le reste de la population (Johnston 1986, 103, 108).

Au niveau scolaire, près de 50% des élèves abandonnaient, en 1984 (date du début d'aggravation de la guerre civile et de l'exode rural) l'école au cours des quatre classes dans les quartiers populaires de la capitale (Johnston 1986, 69).

A un niveau de "masse," la prééminence portugaise n'a pas été mise en cause, pour des raisons politiques et aussi pour les raisons "matérielles" classiques ("comment former des instituteurs en 25 langues?," sans prendre en compte le fait qu'il était justement plus facile de les recruter en 25 langues maternelles qu'en une langue étrangère, et avec des résultats pédagogiques bien meilleurs, y compris pour une acquisition ultérieure du portugais par ailleurs souhaitable). Il est très intéressant de voir comment un coopérant suédois, chargé d'évaluer le système éducatif dans le cadre des orientations officielles et constatant les difficultés, pose le problème à l'envers:

Les problèmes de langue demeurent une difficulté. Si les nouveaux alphabétisés le sont en portugais et n'utilisent pas cette langue ... ils retourneront vite à l'analphabétisme. Il devient donc chaque fois plus nécessaire d'assurer une réception générale des programmes de radio en portugais et de fournir une littérature qui soit en même temps intéressante et accessible quant à son niveau de lecture. Malheureusement, la portée de la radio est très limitée (peu de personnes l'ont et les piles sont difficiles à obtenir) et la distribution de la presse nationale est confinée presque entièrement aux grandes villes" (Johnston 1986, 112).

Comprenant que l'extériorité presque complète du portugais dans des sociétés paysannes entières est un redoutable obstacle à l'alphabétisation, l'auteur propose simplement d'implanter une présence matérielle de cette

langue. Ce processus n'est théoriquement pas impossible, mais les difficultés, matérielles justement, sont énormes. De plus, les communautés paysannes sont défavorisées dans leurs rapports avec l'Etat et l'économie "moderne" par leur lenteur à s'approprier le portugais. Cela est très classique, mais vaut d'être souligné dans le cas d'un régime dont le but était, jusqu'à la publication des thèses pour le V^e Congrès du Frelimo, l'édification du "pouvoir populaire."

Les dirigeants mozambicains ne sont pas aveugles. S'ils ont persisté dans cette voie, c'est qu'elle leur était indispensable sur le plan politique et au niveau de la signification sociale d'une telle politique. Si paradoxal que cela puisse paraître, il y a en effet un rapport étroit entre le radicalisme nationaliste du Frelimo et l'usage volontariste de la langue coloniale.

L'invention d'une Nation

Dans sa monumentale "Naissance du Mozambique," René Pélissier (1984) a avancé l'idée que les "mozambicains se sont conquis eux-mêmes": en effet, les armées portugaises étaient en grande majorité formées d'Africains et une partie non négligeable des peuples étaient les alliés de Lisbonne. Or si les faits sont justes et méritent d'être rappelés, la conclusion n'en est pas moins un non-sens, car elle présuppose – alors que Pélissier veut pourtant montrer le contraire! – que la mozambicanité était un sentiment déjà existant. Or à la fin du XIX^e et au début du XX^e, le sentiment national ne pouvait être le fait que de quelques centaines d'Africains des couches assimilées produites par le colonialisme. Comme le rappelle justement José Capela (1988), la résistance à la colonisation n'a pas été une réaction à la présence portugaise, mais une réaction classiste: elle s'est produite quand le colonisateur remettait en cause les intérêts vitaux des couches dominantes des Etats africains (l'exemple le plus célèbre en est l'Etat de Gaza, du grand chef de guerre nguni Gungunhane, mais on peut en dire pratiquement autant de la résistance de certains "prazeiros") et plus rarement de formations semi-étatiques défendant des intérêts communautaires (cas de la Maganja da Costa). La résistance n'a nullement été nationale et encore moins nationaliste. Inversement, les chefs et peuples alliés des portugais n'étaient pas nécessairement des "traîtres": faut-il reprocher aux Chope (dont est issu Eduardo Mondlane, premier président du Frelimo), d'avoir désespérément résisté aux Nguni et d'avoir accepté l'alliance portugaise? On comprend mieux pourquoi les efforts de Samora Machel pour se trouver une ascendance proche de Gungunhane, et la campagne autour du rapatriement de ses cendres depuis les Açores, n'ont pas particulièrement renforcé l'unité nationale et la légitimité du pouvoir, contrairement aux buts des gouvernants. On oublie ainsi beaucoup trop souvent que ce qu'il est convenu d'appeler, à l'image (fausse) des révolutions nationales européennes du XIX^e siècle, les mouvements nationalistes, le

sont en ce sens qu'ils sont pour la création de Nations (et non seulement d'Etats) et non parce qu'ils en exprimeraient l'existence. R. Jill Dias, étudiant l'apparition de l' "angolanité," a montré fort bien que ce sentiment était nettement distingué, par ceux qui le ressentaient, de l'africanité, c'est au fur et à mesure de l'occupation effective du territoire que l'angolanité, restreinte jusqu'alors aux zones sous contrôle portugais direct, a fini par coïncider avec l'ensemble du territoire découpé par les accords inter-coloniaux. Ce débat entre angolanité et africanité, voire négritude est d'ailleurs loin d'être terminé dans l'actuelle République populaire d'Angola (Dias 1984). Ces considérations n'enlèvent rien à la totale légitimité de la lutte des mouvements de libération: mais son fondement en est social et non national. Pas plus que les luttes de la fin du siècle passé ne furent nationales, les guerres des années 1961-1974 n'ont créé comme par enchantement un sentiment national. L' "unification dans la lutte" revendiquée par les militants n'est pas un mythe: ce qui l'est, c'est de clamer qu'elle fut seule à l'oeuvre, alors que la guerre a aussi aggravé ou créé des divisions profondes. Le cas du Mozambique est particulièrement net à cet égard, le FRELIMO n'ayant réussi à fusionner réellement que les élites du Sud et de l'extrême-nord – nous y reviendrons. Cela dit, l'angolanité et la mozambicanité sont des sentiments nationaux qui existent bel et bien et sont de toute évidence plus importants qu'au XIX^e siècle: ils restent cependant tout à fait minoritaires (dans des proportions impossibles à mesurer) et les efforts du MPLA et du FRELIMO pour faire correspondre les peuples de leur pays à la Nation de leur idéal sont à la source de graves problèmes non étrangers aux guerres civiles actuelles.

Les traditions héritées de la dictature fasciste portugaise ont donné à la littérature une place politique de premier plan en Angola et au Mozambique. A Maputo (ex-Lourenço-Marques), les seuls noms de rue qui n'ont pas été changés sont ceux des écrivains portugais et Fernando Pessoa est ainsi voisin de Mao-Tsé-Toung. Le rôle dévolu aux écrivains dans la farouche volonté nationaliste du Frelimo est tout à fait important. Mais comme il faut nier les ethnies la langue est le Portugais, comme il faut inventer l'imaginaire national, nécessairement tiré de la lutte, le réalisme socialiste est de règle. Tout ceci s'exprime naturellement au sein d'un discours "marxiste-léniniste," mais il ne faudrait pas se tromper sur sa signification. Ce dernier est instrumentalisé au service du nationalisme, vient en justification théorique, et n'est pas à la source de l'orientation réaliste nationaliste.

Si, lors de la 6^e conférence des Ecrivains Afro-Asiatiques réalisée à Luanda en 1979, L.B. Honwana, J. Craveirinha et R. Nogar, s'expriment en bois:

L'écrivain s'engage dans la Révolution, s'assume comme militant, comme partie intégrante des classes travailleuses. Nous entendons que la littérature ait sa place, son rôle et sa fonction dans le front culturel du combat contre la bourgeoisie, le capitalisme et l'impérialisme ... (Honwana, Craveirinha et Nogar 1979).

La pensée officielle du FRELIMO est, je crois, mieux exprimée dans "Sobre cultura moçambicana," un autre texte de Luis Bernardo Honwana. Partant de la difficile question: "quelles sont les composantes de notre culture?" face à la dichotomie entre "culture traditionnelle" et "culture acculturée," il n'en conclut pas à la nécessaire totale liberté de création, mais à un réalisme socialiste qui laisse transparentes les réelles préoccupations nationalistes:

L'écrivain mozambicain est essentiellement un lutteur... Il doit maintenant trouver ses sources de motivation dans le patriotisme, dans l'affirmation de la personnalité mozambicaine, le combat aux séquelles du colonialisme, au racisme et au tribalisme et pour l'unité nationale au sein d'un ample front anti-impérialiste. Riche est le corpus thématique qu'offre le quotidien en ces années de construction d'une Patrie (Honwana 1981).

Dans ce contexte, on voit mal cependant comment pourrait se développer une littérature en langue africaine, par définition extérieure à la mozambicanité unifiée et donc lusophone, de surcroît suspecte de tribalisme. Le paradoxe est que le réalisme socialiste à la mozambicaine, essentiellement nationaliste, est ainsi peut-être capable de contribuer à la production d'un imaginaire révolutionnaire, mais sans doute pas d'un imaginaire national ancré dans l'expression des peuples réellement existant les ethnies.² En effet il faut comprendre que si le FRELIMO (tout comme le MPLA) s'est affirmé violemment anti-tribaliste, ce ne fut et ce n'est pas simplement par opposition aux manipulations politiques des phénomènes ethniques par le colonisateur ou l'impérialisme, c'est surtout par volonté et décision de nier l'existence même des ethnies et des formations sociales qui leur sont attachées. Ce n'est nullement un hasard si pendant dix ans (1975-1985) l'anthropologie a été considérée avec la plus grande méfiance comme science "bourgeoise"; si le FRELIMO a proclamé que le colonialisme avait détruit les structures politiques traditionnelles et qu'en conséquence les "régulos" (chefs) étaient des fantoches ou des féodaux, et les a immédiatement supprimés (c'est-à-dire a décidé de faire comme s'ils n'existaient pas), sans (vouloir) comprendre que dans de très nombreux cas il s'agissait de représentants authentiques et sentis comme légitimes par des communautés (lignages) qui ne vivaient pas selon des rapports sociaux "féodaux" mais domestiques.³

Les racines de la négation ethnique

J'ai souvent insisté sur la négation ethnique (Cahen 1988 et 1989), encore plus forte au Mozambique qu'en Angola. Dans ce dernier pays, même si l'idéologie est à peu près la même, les circonstances de l'indépendance et le soutien mbundu au MPLA font que, sans être reconnus officiellement et sans apparaître dans les écrits, les chefs "féodaux" sont parfois reçus es qualités par le pouvoir.⁴ Jamais une telle concession au "tribalisme" ne s'est produite

à Maputo. Cela n'empêche pas certains membres influents des lignages d'accaparer des postes administratifs et du parti, d'ailleurs!

Il n'en reste pas moins que jamais les noms des peuples du Mozambique ne sont mentionnés depuis sa création (1962) dans les textes du Frelimo ou les discours des dirigeants, à l'exception de quelques formules négatives du genre: "Nous ne sommes pas Yao, Maconde, Changane, nous sommes Mozambicains." Si vingt-cinq langues ont été reconnues lors du recensement de 1980, il n'y a pas de statistiques ethniques détaillées et encore moins de cartographie. Dans l' "Atlas Geografico," préfacé par José Craveirinha (président de l'Association des Ecrivains Mozambicains), il n'y a aucune carte sur les langues nationales et aucune carte ethnique. Il y a une petite carte (16 X 10 cm) sur le "peuplement ethnique du Mozambique à la veille de l'occupation coloniale moderne (vers 1880)," et c'est tout! Même cette carte est excessivement simplifiée. La seule vraie carte ethnique détaillée, magnifique même, que j'ai jamais vue, fait partie d'un rapport confidentiel de l'un des services de renseignement portugais, les SCCI de l'époque coloniale. En mission en novembre 1988 aux Archives du Mozambique, j'en ai demandé une photographie. Il faut une autorisation personnelle du Ministre de la sécurité. Je l'ai demandée, je l'attends toujours (Republica popular de moçambique 1986).

Si la négation ethnique, et plus généralement la méconnaissance ou la totale sous-estimation de l'importance des rapports sociaux originaux au sein de la paysannerie – rapports sociaux peut-être historiquement "résiduels," mais politiquement fondamentaux – n'avaient eu qu'un impact culturel, les problèmes engendrés auraient peut-être été moindres. Cette supposition est cependant parfaitement abstraite, car dans le vécu intime de chacun, ces séparations n'existent pas. Quand des millions de paysans sont déplacés pour être "envillagés" parce qu'il a été décidé que regrouper était progressiste,⁵ non seulement on mine les bases économiques de la reproduction sociale (les moyens n'existent pas – engrais, semence améliorée, machines, irrigation – pour une agriculture intensive), non seulement on divise politiquement la paysannerie (lignages déplacés contre lignage du terroir sur lequel le village communal est construit), mais on méprise la religion traditionnelle inséparable d'un territoire nettement délimité. Quand on interdit, au nom de la lutte contre le "féodalisme," à des chefs traditionnels d'être candidats aux élections des députés locaux, on provoque en retour la présentation par la population de candidatures parfaitement fantoches, afin que les futurs "députés" ne gênent aucunement les vrais dirigeants non officiels – mais cela montre à la population que l'Etat refuse de la reconnaître en tant que communauté culturelle et l'incite à se marginaliser. Quand, au nom de la lutte "anti-tribaliste," on se refuse absolument à examiner les problèmes posés par le choix de la localisation de la capitale à l'extrême-sud du pays et donc la forte prééminence des ethnies sudistes dans l'appareil

d'état, on provoque une oppression et un ressentiment ethniques. Et que dire, quand, au nom de la lutte contre l' "obscurantisme," on interdit les rituels de la pluie, on disperse les grains de ma s nécessaires à la communication avec les ancêtres?

Toutes ces attitudes antipopulaires ont le même fondement que l'alphabétisation en portugais. On part de la définition abstraite – plus exactement européenne – de ce que devrait être la Nation, but en soi, et on cherche à faire rentrer la population dans ce schéma.

Négation ethnique et "marxisme-léninisme"

Des torrents d'encre ont coulé sur le "modèle soviétique," sur le "marxisme-léninisme" (en évitant soigneusement d'ailleurs d'analyser en quoi consistait ce dernier et en faisant l'amalgame avec les théorisations staliniennes). Je me permets d'affirmer que tout cela est superficiel. Cela ne permet ni d'expliquer pourquoi les élites nationalistes ont opté pour cette orientation, ni surtout sa fonction sociale et sa nature politique. Peu de gens⁶ ont cherché à analyser les conséquences de la colonisation portugaise sur la formation des élites. Or, sans rentrer ici dans des détails historiques, il faut rappeler que la forte présence du capital étranger, la relative faiblesse d'investissement en capitaux du Portugal envers sa colonie, la présence d'un petit colonat très majoritairement urbain et salarié et d'une forte communauté indienne principalement commerçante, la peur de la métropole de voir apparaître un nouveau Brésil (la situation est comparable en Angola, sans être identique), tous ces facteurs ont très fortement limité le nombre des "assimilés" et, contrairement au mythe, le métissage est resté faible. Mais il n'y a pas que l'aspect quantitatif: pour les "assimilés" le seul débouché possible, étroit, a consisté dans l'emploi salarié, le plus souvent tertiaire et bureaucratique: petits emplois de bureau, infirmiers auxiliaires, chauffeurs, catéchistes, moniteurs scolaires, plus rarement contremaîtres agricoles, etc. (une classe ouvrière noire, "indigène" jusqu'en 1961 puis qualifiée de "rurale" existe bien sûr en ville). Une petite bourgeoisie noire, rurale et commerçante est pratiquement inexistante jusqu'aux années soixante, et elle reste très faible ensuite.

Le résultat est que la petite élite subsistant dans les emplois salariés des fonctions tertiaires des régions urbaines (dans la capitale en premier lieu) a encore moins qu'ailleurs en Afrique de liens avec la brousse ou le commerce, même urbain (aujourd'hui, cela est bien différent). La grande masse de la population lui est totalement étrangère, socialement, culturellement, linguistiquement. Sa langue maternelle souvent, la langue qu'elle utilise en tout cas (y compris en famille), est le Portugais. Cette élite est ultra-minoritaire – c'est la responsabilité historique du colonialisme portugais de n'avoir pas préparé de cadres – mais c'est la seule dans le pays qui peut être porteuse d'un projet

“moderne,” universaliste, national. Politiquement, elle est donc très importante. Socialement, elle est fragile: sa reproduction passe par son insertion à l’appareil d’état. Elle sent comme un danger ce qui monte du mouvement social populaire, ce qui est extérieur à son “habitus.” Or la direction historique du FRELIMO est presque totalement issue de ce milieu. Ce n’est pas original en Afrique – la genèse des nationalismes modernistes s’est très souvent produite au sein de couches créées par la colonisation – mais c’est ici plus accentué.

Il n’y a pas de déterminisme social. Mais la combinaison de ces facteurs sociaux (une élite “salariée”) avec la circonstance de devoir affronter par les armes une dictature fasciste, explique l’existence de conditions favorables à la captation du nationalisme par un certain marxisme. Ce dernier, profondément stalinisé, est opératoire pour fonder le socle théorique d’un nationalisme d’urbains salariés, pour expliquer les heurts avec les autres tendances potentielles du nationalisme, vaincues en 1969;⁷ il permet de théoriser le soutien des paysans maconde et yao à l’aile radicale du FRELIMO. Mais il maintient un profond malentendu avec la paysannerie, qui prendra toute son importance dès la fin de la guerre (notamment Brito 1988), en laissant croire que la paysannerie est prête à lutter spontanément non seulement contre les exploiters portugais ou des Africains qui viendraient à les remplacer, mais aussi contre sa propre société domestique. Ce marxisme ne retient pas de l’héritage européen ce que les luttes ouvrières de la fin du XIX^e ou du XX^e siècles peuvent avoir de profondément démocratique, ou ce que la démocratie des conseils (“soviétique,” au sens étymologique) pouvait proposer comme modèle institutionnel. Il retient comme principe ordinaire une mesure de circonstance prise dans un contexte désespéré par les bolchéviks et jamais théorisée avant Staline: le parti unique. Il fait du “centralisme démocratique” un principe d’organisation interne et non d’action externe, empêchant l’expression de la base et l’étend du parti aux syndicats et associations, à la société entière. Il rend possible, par son manichéisme de la succession des époques historiques (féodalisme / capitalisme / socialisme), la théorisation de l’hostilité à tout ce qui relève du mode de production domestique, etc. En bref, il correspond au nationalisme moderniste produit par les anciennes couches assimilées et métisses salariées et urbanisées (ou semi-urbanisées). Cela signifie qu’il exprime un projet de construction d’un Etat-Nation, de type européen, l’option pour le parti unique relevant de la faiblesse de la base sociale de l’élite et de son absolu besoin de dominer l’appareil d’état pour sa reproduction même. Fondamentalement, ce marxisme n’exprime donc pas, un projet de rupture socialiste – même si bien des militants ont pu sincèrement s’en sentir solidaires.

Ce nationalisme radical est farouchement développementaliste. Parce qu’on est “révolutionnaire” et parce qu’on ignore la réalité sociale du pays, on

croit possible de sortir du sous-développement en quelques années, mais sans créer les mécanismes institutionnels permettant au mouvement social de s'exprimer dans toute son hétérogénéité. Tous les grands projets visent en fait à transformer le mode de production domestique en moins d'une génération, et on imagine logiquement de le faire à l'image de ce que l'on est, en transformant tous les paysans en salariés, de fermes d'état, de coopératives, ou au moins en leur faisant quitter l'habitat dispersé pour les contrôler politiquement et construire l'Etat. La diffusion du Portugais est évidemment un élément clef de cette entreprise d'uniformisation projetée.

L'échec de la fusion des élites

Tout ce qui précède ressemble beaucoup, pourra-t-on dire, à quelques aspects de l'URSS des années trente. Cependant, les différences sont énormes et interdisent à mon avis la comparaison. Il n'y a jamais eu au Mozambique de répression de masse comme en URSS, de purges sanglantes au sein du parti (la direction est pratiquement inchangée depuis vingt ans). En URSS le stalinisme a au moins réussi, par des moyens délirants, une chose: la destruction du mode de production capitaliste à un degré jamais atteint ailleurs. Au Mozambique, rien de tel: économiquement parlant, même au plus fort de la phase "radicale" (1977-1982), les lois du marché n'ont pas été détruites et le pays est resté caractéristique du capitalisme périphérique, ne suivant nullement des chemins cubains, chinois ou vietnamiens.

Par ailleurs l'attention portée au "modèle soviétique" a laissé dans l'ombre un autre modèle, politiquement discret mais socialement puissant: le modèle portugais. L'idéal de tout citoyen portugais normalement constitué n'est-il pas de devenir fonctionnaire? Ceci n'est pas une boutade, car des générations entières ont grandi en espérant ce type d'ascension sociale, de surcroît le seul envisageable vu le blocage total dans l'industrie et le commerce.

La tradition portugaise de l'Etat bureaucratique et acteur économique remonte au Moyen-Age et à l'Inquisition. Contrairement à ce qui s'est produit ailleurs en Europe, le corporatisme n'a pas été un moyen d'autonomie négociée des secteurs de la bourgeoisie naissante mais au contraire une arme d'intégration de l'Etat (Geffray 1984; Cahen 1983-84).

Or précisément parce que le FRELIMO s'est refusé à implanter des institutions pluralistes permettant au mouvement social de s'exprimer dans toute son hétérogénéité, la mobilisation populaire a rapidement décliné – le mot même de "mobilização" ne désignant plus, en pratique, que la réunion d'habitants pour venir écouter un dirigeant. Ce reflux, en ne laissant subsister que des structures du parti unique, ou ressenties comme relevant de lui (groupes dynamiseurs, conseils de production puis syndicats sectoriels, assemblées populaires sans aucun pouvoir) n'a pas fait apparaître un autre

appareil d'état. L'appareil d'état colonial a été investi et non détruit, et cela est très concret et non théorique.

L'une des premières mesures du nouveau pouvoir a été d'interdire toutes les associations communautaires (européennes, indiennes, chinoises mais aussi africaines), les associations académiques, les quelques comités de travailleurs élus qui étaient apparus entre le 25 avril et le 20 septembre 1974 (gouvernement de transition). Dans les campagnes, les circonscriptions coloniales n'ont pas été modifiées (aucun effort n'a été fait en particulier pour mieux les faire coïncider avec les ethnies et lignages). La fusion parti-Etat s'est en réalité faite au profit de l'Etat. L'absence de démocratie politique a structurellement favorisé les solutions technocratiques (grands projets, tracteurs, ciment, etc.) et empêché toute planification efficace (comment planifier correctement les tâches découlant de la formation des villages communaux si les paysans n'ont eu aucun moyen institutionnel ou associatif de dire qu'ils étaient contre leur formation?).⁸

Mais cela a aussi créé les germes d'affrontements ethniques, dont les racines sont certes un héritage colonial, mais que le nouveau régime a maintenues.

Indépendamment de telle ou telle manœuvre des autorités coloniales, la structure économique a aggravé les divisions inter-ethniques. En effet, l'économie mozambicaine a été en partie modelée aux besoins de l'interland anglo-saxon et aucun "marché national" n'est apparu. La zone sud avait beaucoup de liens avec l'Afrique du sud et le Transvaal en particulier, le centre avec la Rhodésie du Sud, la vallée du Zambèze avec les deux Rhodésies et le Nyassaland, l'extrême-nord avec le Tanganyika. En revanche, le commerce inter-régional était peu important. La zone de la Compagnie du Mozambique (Territoire de Manica e Sofala) était souvent dénoncée comme une "enclave britannique" (l'ironie de l'histoire est que le % de diffusion de la langue portugaise y fut plus fort que partout ailleurs, à cause du plus grand degré de développement de l'économie moderne). Les conséquences culturelles et politiques pour la genèse du nationalisme sont fondamentales. La maturation nationaliste qui se fait jour dans le sud (un sud qui n'atteint même pas Inhambane, qui a sa propre tradition locale) est totalement indépendante de celle qui se produit au Manica e Sofala. On connaît les premiers noyaux nationalistes de Lourenço-Marques, mais on ignore ceux de Beira. La proximité tanzanienne a permis de faire connaître le massacre de Mueda (1960), mais l'émeute de la Machanga (1953), au proto-nationalisme très net, est restée pratiquement ignorée jusqu'à aujourd'hui. La soi-disante fusion des trois mouvements (MANU, chez les Maconde; UNAMI, recrutant dans le bassin du Zambèze et installée au Malawi; UDENAMO, à l'implantation plus diffuse mais probablement surtout au centre du pays et installée en Rhodésie) en un mouvement unique, le FRELIMO, est une réécriture fantaisiste de

l'histoire, mais inlassablement répétée. Non seulement elle s'est formellement faite sous très forte pression tanzanienne, mais une large partie des cadres des mouvements précédents en ressortirent aussitôt ou n'y vinrent jamais. Le FRELIMO est en réalité un nouveau mouvement, créé à partir de la radicalisation nationaliste urbaine du sud et de la base maconde de la MANU (mais qui donnera très peu de cadres). Si le FRELIMO est resté en pratique le seul mouvement (le COREMO, un autre groupe, a été victime de ses faiblesses et divisions internes, de son incapacité à développer une guérilla populaire, et sans doute aussi de la répression militaire du FRELIMO dans la zone de Tete), cela ne signifie pas qu'il soit devenu représentatif de la maturation nationaliste des différentes régions du pays.

Aujourd'hui, la représentation des ethnies du sud du pays dans tout l'appareil d'état est infiniment supérieure à leur importance proportionnelle. Ce n'est qu'à la fin 1988 que, pour la première fois, un ministre chona (centre du pays) a été nommé au gouvernement mozambicain (Aniceto dos Muchangos, éducation), alors que la zone chona est l'une des plus dynamiques, avec en son sein la seconde ville du pays (Beira). "Nous ne sommes pas représentés" est un sentiment fort répandu à l'encontre du gouvernement dans de nombreuses régions du pays. Aucun effort réel n'a été fait pour corriger cela, et le tabou sur les questions ethniques (tribalisme!) ne facilite pas la discussion. Aux élections de 1986 par exemple, les députés censés représenter Beira furent souvent des cadres politiques de Maputo. Politiquement, cet échec de la fusion des maturations proto-nationalistes, des élites culturelles plus généralement, a rendu encore plus nécessaire l'idéal de la Nation Une, c'est-à-dire la négation de la réalité sociale du pays. Cette volonté, sous couvert de radicalisme anti-tribaliste, de nier l'existence même des ethnies, est bien sûr en elle-même un facteur d'émergence de problèmes ethniques. Dans une lettre ouverte envoyée à quatre membres du Bureau politique du FRELIMO, dite "des Anciens Combattants," par des militants du parti, est clairement apparue la revendication d'une représentation de toutes les régions dans le gouvernement et d'une expulsion des "mozambicains non natifs" (les Blancs et Indiens) (Anonyme 1988).

La RENAMO, évidemment, est très attentive à ces difficultés: elle manipule ces ressentiments croissants, mais elle les exprime aussi. L'idéologie "interne" de cette rébellion armée soutenue par l'Afrique du Sud est très anti-blanche, anti-sudiste, anti-métisse, d'une manière assez proche de ce que pouvait être la propagande du FNLA angolais. Selon la RENAMO, le FRELIMO était jusqu'en 1969 un vrai mouvement national, mais la mort d'Eduardo Mondlane a permis au "gang d'Alger," à savoir les communistes blancs et métis, de prendre le pouvoir.⁹ Il s'agit bien entendu d'une reconstruction intéressée des diverses crises par lesquelles est passé le FRELIMO, mais elle n'est nullement due au hasard. De même que la RENAMO a fort bien su

exploiter les ressentiments économiques, sociaux et culturels des paysans à l'encontre des villages communautaires, elle cherche à exprimer la marginalisation politique de certaines communautés ethniques. La RENAMO a ainsi décrit le gouvernement formé suite au remaniement du début 1987: 43,5% de ministres issus du sud, 26,1% de "Portugais," 17,4% issus du centre (dont 50% d'Indiens ...) et 13% issus du nord ... Elle le qualifie de "régime tribal, régional et népotiste de Maputo" (Pundalela 1987). Mais elle ne précise évidemment pas que l'essentiel de sa propre direction est issue de la seule ethnie Ndaou (un sous-groupe chona fortement marqué par les invasions nguni)! La même ethnie Ndaou qui a été à l'origine de l'émeute de la Machanga de 1953.

1986-1988: l'amorce d'un tournant culturel?

Il faut être très prudent dans l'interprétation de ce qui vient d'être dit. Il ne s'agit pas de problèmes "tribaux," et pas uniquement de problèmes ethniques (la base de la RENAMO est multi-ethnique et tous les Ndaous ne sont pas avec la RENAMO). Il ne s'agit pas plus de classes sociales (il serait complètement absurde par exemple d'assimiler les ethnies du sud à la petite bourgeoisie bureaucratique qui possède l'Etat, par ailleurs l'idée selon laquelle la RENAMO serait appuyée par les "régulos" fantoches de l'époque coloniale est fautive). La réalité est beaucoup plus floue, ce qui n'empêche nullement les luttes de classes et les problèmes ethniques d'exister au Mozambique! Il y a des milieux sociaux qui savent fort bien se reconnaître et sentir l' "étranger" en suivant des lignes de clivages ethniques, religieuses, sociales, régionales. Mais ceux-ci créent des forces sociales qui pèsent souvent plus lourd que les orientations politiques proclamées, dans le temps même où le discours de ces orientations est la seule langue commune que peuvent trouver les milieux sociaux intégrés au pouvoir (Noirs, métis et Blancs notamment) (Geffray 1988).

A partir du IV^e Congrès du FRELIMO (1983), on a commencé à vouloir accorder une attention plus soutenue à la diversité des peuples du Mozambique, dans une perspective renouvelée d'union nationale. Les ministres blancs sont peu à peu remplacés par des Noirs et la presse se fait complaisamment l'écho du ressentiment contre les jeunes "blancs" et "métis" qui ne font pas leur service militaire parce qu'ils sont étudiants (le nombre des blancs et métis parmi les étudiants reste bien supérieur à leur importance proportionnelle dans le pays). La répression anti-religieuse (en tout cas contre les religions monothéistes – les autres continuant d'être qualifiées d'obscurantisme) semble avoir cessé. Enfin la politique économique a été progressivement et profondément modifiée depuis 1982, aboutissant à une application très scrupuleuse des diktats du FMI, sous le nom de "Plan de Réhabilitation Economique." Dans le contexte de la guerre civile, il s'agit d'appliquer une politique de stricte austérité budgétaire et de libéralisme économique.

Du point de vue de la législation, le Mozambique est aujourd'hui l'un des meilleurs lieux d'investissements étrangers possibles (sur le plan de la sécurité, c'est évidemment tout différent). Les effets sociaux (inflation, licenciements, nouveaux riches et pauvres, etc.) ne se sont pas fait attendre. Mais si la libéralisation économique n'est certainement pas synonyme de la démocratisation politique, elle en pose nécessairement le problème. L'affadissement du discours politique, la disparition des slogans "marxistes-léninistes" – il n'y a plus aucune référence au "socialisme scientifique" dans les thèses pour le V^e Congrès (juillet 1989) – la proposition d'ouverture du parti à toutes les classes (déjà largement pratiquée en fait), la propagande sur la reconnaissance des erreurs (soigneusement choisies. "As nossas insuficiências" – "ros insuficiências" – n'ont jamais concerné le choix des villages communaux, le parti unique, etc.), tout ceci induit un climat plus libéral aussi dans la presse.

C'est dans ce contexte que l'on a recommencé à parler un peu plus des langues nationales africaines. La position de principe n'a pas changé et, à première vue, elle peut paraître nuancée, avec une acceptation du bilinguisme et du développement d'un portugais "non lisboète." Ainsi, en juillet 1983 (après le IV^e Congrès), Luis Bernardo Honwana écrivait:

... notre culture est d'expansion essentiellement orale, notre patrimoine culturel est de nature spirituelle. C'est par conséquent dans les langues mozambicaines que résident, se préservent et se transmettent les principaux éléments constitutifs de notre identité culturelle.... Dans le cadre pluri-ethnique et multi-linguistique de la République Populaire du Mozambique dans lequel la langue d'unité nationale n'est pas une langue mozambicaine, l'identité culturelle est présumée résulter d'éléments d'un patrimoine culturel commun à plusieurs branches locales du groupe bantou, unis par le ciment d'une pratique politique qui naît de la résistance et de la lutte contre un même colonisateur. Cet énoncé conduit à la nécessité de l'étude des principales langues et dialectes bantous pratiqués dans notre pays.... Dans la présente phase, on a le sentiment, totalement justifié, que la question des langues au Mozambique s'entoure de certaines précautions. En effet, l'abord de cette matière ne peut s'appuyer sur un quelconque texte, directive ou réflexion du Parti que l'on puisse considérer positif quant à l'étude des langues mozambicaines. Les rares références que nous relevons sont associées à l'affirmation de la politique anti-tribaliste ... étant donné que la conscience ethno-linguistique est normalement tenue pour principal support des attitudes tribalistes. Cependant l'importance des langues mozambicaines ne souffre aucune contestation....

Si le ministre de la Culture reprend ici l'idée classique (et non marxiste) de la création d'une Nation par la lutte, il n'en exprime pas moins une critique voilée des insuffisances du parti et de l'association "conscience ethno-linguistique / tribalisme."

Après avoir souligné que l' "éparpillement linguistique" pointé par le colonisateur n'est pas réel, de nombreux "dialectes" pouvant être réunis au sein de mêmes "langues," il poursuit:

Nous sommes devant un maximum de six ou sept langues parfaitement identifiables.... Etant donné qu'à l'exception du Makwa nos langues principales ont une continuité dans le territoire des pays voisins ... rien ne nous empêche de tirer parti du niveau de codification [qu'elles y] ont déjà atteint [et] où elles sont même étudiées comme des disciplines de cours dans l'enseignement officiel.

La définition d'une politique linguistique ne met pas en cause la ligne du Front de Libération du Mozambique, prouvée du reste par l'histoire, en choisissant comme langue officielle et aussi comme langue d'unité nationale la langue portugaise (Honwana 1983).

Ainsi, L.B. Honwana se montrait ouvert à la réflexion sur les langues mozambicaines, mais ne proposant aucune mesure concrète si ce n'est la poursuite de leur étude par des spécialistes, il ne remettait pas en cause le monopole absolu du portugais dans l'éducation, indiquant seulement que dans les zones "où l'usage du portugais n'est pas courant" l'alphabetisation des adultes devrait être faite en langues mozambicaines.

Si le Centre d'Etudes des Langues Mozambicaines prévu par la onzième session du Comité Central (avant le IV^e Congrès) ne semble jamais avoir vu le jour, le Noyau d'Etudes des Langues Mozambicaines (NELIMO) de l'Université prit une certaine ampleur sous la direction de Gregorio Firmino. Par ailleurs, la revue officielle *Tempo* publia le 5 juin 1988 une longue entrevue avec Estevao José Filmao, l'un des rares ethno-linguistes du pays (formé à Paris). Ce dernier rappela que 76% des mozambicains ignoraient totalement le portugais et affirma que les campagnes d'alphabetisation dans cette langue avaient été "désastreuses." Contestant les précisions chiffrées de Estevao J. Filmao, des techniciens de la Direction Nationale d'Education et d'Alphabetisation, firent publier une réponse cinglante selon laquelle l'analphabétisme aurait reculé de 23% de 1978 à 1985 (de 93% à 70%). En fait le premier se référait à l'alphabetisation principalement des adultes et les seconds aux résultats globaux, avant tout scolaires. Mais cette polémique reste un bon indice de la "sensibilité" qu'éveille le thème (Fernando 1988a; Cruz 1988).

Puis fut annoncé par le NELIMO la tenue d'un Séminaire sur les langues mozambicaines, dans un but d'harmonisation orthographique. Le nombre de langues reconnues s'éleva finalement à treize (kimwani, shimakonde, civao, cinyanja et emakhuwa dans le nord; echuwabo, cinyungwe, cisena, cibaleke et chishona – avec les idiomes cimaniyka, cindau et ciutewe – au centre; gitonga, txitxopi et xitsonga – avec les dialectes xironga, xichangana et xistshwa – au sud). Cette réunion (23-26 août 1988) rassembla des spécialistes

mozambicains, des pays voisins, de Pologne et de France et semble avoir soulevé un vif intérêt. En fait la simple tenue d'un colloque sur ce thème, au but officiel limité, eut une signification politique plus globale. L'enseignement de l'emakhuwa et du tsonga commença peu après à l'Université.

Enfin, les 14-15-16 décembre 1988 eut lieu le Séminaire de Radiodiffusion en Langues Nationales. Partant sur les problèmes pratiques de Radio Moçambique, l'émetteur national,

... il devint vite évident qu'au-delà de ces problèmes pratiques, on discutait bien de la culture mozambicaine qui a, dans ses langues nationales, son plus fidèle véhicule d'autant plus que, comme le dit un orateur, la "langue est le dépositaire de l'esprit d'un peuple.

Le ministre de l'Information, Teodato Hunguana, devait d'ailleurs souligner l'un des effets pervers du "tout-portugais," s'inquiétant de

... l'étrange phénomène consistant à créer une génération de mozambicains qui ne parlent aucune langue nationale, principalement dans les villes.

Cette coupure d'avec les racines est d'autant plus préoccupante qu'elle est simultanée à l'accélération considérable de l'exode rural du fait de la guerre et à l'explosion des quartiers périphériques de la capitale, dont la population misérable est coupée de ses liens récents avec la terre. La coupure culturelle s'ajoutant à la coupure sociale peut créer les conditions d'apparition d'une masse de marginaux urbains difficilement contrôlable.

Le ministre qualifia la revalorisation des langues nationales dans l'enseignement et la radiodiffusion de "révolution dans la révolution" mais rassura sur le fait que le séminaire n'était pas une conspiration contre la langue portugaise mais une orientation de libre expansion et développement des parlers africains parce qu'ils doivent être un facteur d'unité nationale.¹⁰

Crise et survivance du "Tout-Portugais"

Il est trop tôt pour dire si les intentions révélées au cours de ces réunions seront concrétisées. Cependant, la prise de conscience que le "tout-portugais" n'est pas un facteur efficace d'unité nationale semble avoir fait du chemin, au moment même où s'estompe définitivement le radicalisme jacobin initial et où les thèses pour le V^e Congrès sont plus oecuméniques que jamais. Mais de la réflexion à l'action, le chemin risque d'être long: on ne peut pas ne pas remarquer en effet que le processus s'engage par en haut. L'enseignement de l'emakhuwa et du xitsonga vient de commencer à l'Université. Le NEL-IMO a pour fonction de faire progresser la recherche, d'harmoniser les graphies, de déterminer les classifications idiomatiques au sein d'une même langue, etc. Tout ceci est indispensable, mais ce "perfectionnisme" sert aussi d'alibi pour retarder le virage linguistique en pratique. Certes, une absence

d'harmonisation posera des problèmes importants, mais temporaires: l'important est de commencer à un niveau de masse, et malgré tout ce que l'on peut reprocher à la linguistique "coloniale," les travaux des missionnaires, les nombreux dictionnaires et grammaires élaborés depuis le début du siècle permettaient de commencer (sans oublier le fait que dans les Etats voisins dont les langues débordent largement sur le Mozambique, cet enseignement a déjà court). Il n'est pas nécessaire que la graphie de l'emakhuwa soit scientifiquement harmonisée dans toute l'immense aire makhuwa-lomwé (aux idiomes locaux nombreux) pour commencer l'alphabétisation en langue africaine. La question est d'abord psycho-pédagogique et démocratique: permettre aux enfants et aux adultes de se saisir de l'écriture pour les tâches du développement, de la culture, de l'intervention politique et pour pouvoir, ensuite, en référence à leur langue maternelle, apprendre éventuellement le portugais. Le fait que l'"africanisation" linguistique semble avancer plus vite à la radio que dans les écoles montre d'ailleurs bien les priorités politiques du régime: se faire entendre dans tout le pays pour contrer la RENAMO, sans pour autant rompre avec la méthode de l'unification nationale par le biais d'une langue unique et étrangère. Enfin, cela ne réduit pas la différence de statut entre le portugais et les autres langues: seule langue de l'Etat (non seulement central, mais aussi aux niveaux régional et local), le portugais ne peut que rester la "langue de ceux qui réussissent," avec la classique dichotomie entre technicité / pouvoir / développement d'une part et tradition / émotion/spiritualité d'autre part, ce dernier terme étant dévolu aux langues nationales. Seule une politique affirmée et durable pourrait atténuer le déséquilibre que l'histoire contemporaine a produit. Rien à cette date ne montre que le FRELIMO y soit disposé.

Le plus probable est que l'on s'achemine non vers un véritable multilinguisme populaire (à l'école, dans les administrations régionales, etc.), mais vers un bilinguisme progressif: le portugais langue de l'Etat, du parti, langue de l'unification nationale; multiplication des "expériences" d'apprentissage des langues africaines (radio, alphabétisation des adultes, écoles dans quelques cas) dans le but, via l'alphabétisation mieux réussie en langue maternelle, de mieux pouvoir diffuser le portugais ensuite.

Libéralisme et littérature

En revanche, on peut s'attendre à des modifications dans la création littéraire. Que faire en effet du réalisme socialiste s'il n'y a plus de socialisme (et en tout cas plus de socialisme "scientifique")? Encore une fois, la libéralisation n'est pas la démocratisation, le parti (jusqu'à la date où est écrit cet article) reste unique, avec comme conséquence une seule "organisation démocratique de masse" pour les écrivains. L'AEMO reste le seul éditeur de littérature et l'INLD le seul diffuseur. Mais il n'y a jamais eu un asservisse-

ment complet de la littérature au Mozambique, pas plus qu'en Angola (de passage récemment à Paris, Luandino Vieira, président de l'Association des Ecrivains Angolais, interpellé par la question: "Y a-t-il une censure en Angola?" ne répondait-il pas malicieusement: "Non, il n'y a pas de censure en Angola ... en matière littéraire?").

D'une part les écrivains mozambicains semblent assumer sans complexe leur lusophonie (même si cette qualité est refusée officiellement pour la définition politique de l'Etat) comme le montre la participation d'une forte délégation au Premier Congrès des Ecrivains de Langue Portugaise tenu à la Fondation Calouste Gulbenkian de Lisbonne les 1-2-3 mars 1989.¹¹ Un Institut International de la Langue Portugaise sera créé (à l'initiative du gouvernement brésilien), auquel le Mozambique participera. Au cours de ce congrès, une motion de solidarité avec Salman Rushdie a été votée à l'unanimité, qui insiste sur la nécessité d'une "complète liberté" et condamne toute censure.

D'autre part des évolutions se font jour dans la littérature mozambicaine, qui mettent d'ores et déjà bien à mal le réalisme socialiste. Le foudroyant succès de "Ualalapi," du jeune écrivain Ungulani Ba Ka Khosa, témoigne de l'affirmation d'une négritude subtile. Si le métissage ("A cor do mjo") y est décrit comme l'une des marques du malheur africain, ce n'est nullement pour retomber dans un passéisme illusoire, et bien peu d'années après la campagne de glorification de Gungunhane, ce dernier apparaît sous des traits plus prosaïques, tyran, farouche homme d'Etat, cruel. Ces tendances nouvelles ne vont pas sans polémique et réticence. A un journaliste qui lui disait: "Il paraît que vous avez des problèmes avec le gouvernement," Ungulani Ba Ka Khosa répondit: "Non, c'est sans doute le gouvernement qui a des problèmes avec moi" (voir aussi ses réponses dans l'annexe qui suit cet article).

Enfin, il n'y a pas d'obstacles officiels à l'apparition d'une littérature en langues nationales. Mais force est de constater que telle n'est pas la priorité. Du reste, plusieurs des écrivains font partie de ceux qui ont le portugais comme langue maternelle. Un seul auteur, Bento Siteo, a publié à ce jour des textes en langue africaine.

Le nationalisme contre l'Etat

La force de l'idée nationale dans les élites politiques africaines est énorme, mais elle est tout à fait insuffisante pour fonder un sentiment national, d'autant plus que l'un des rituels obligés de tout nouvel Etat accédant à l'Indépendance et adhérant à l'OUA est l'acceptation de l'intangibilité de frontières coloniales bien souvent invraisemblables.¹²

Cette idée découle en réalité d'un autre axiome: pas de légitimité de l'Etat sans processus de formation d'une Nation. L'idée selon laquelle il peut y avoir un Etat parfaitement légitime sans Nation est absente de la pensée politique noire-africaine. Cela est un héritage colonial, le modèle européen étant,

malgré toutes les dénégations, le passage obligé des conceptualisations. Mais si l' "héritage" tient bon, c'est qu'il correspond aux aspirations et aux caractéristiques sociales des élites au pouvoir; car ces dernières – en particulier dans le cas des pays colonisés sous régime d'administration directe, dont l'empire portugais fut l'archétype – sont réellement porteuses d'un sentiment national dans la mesure où leur genèse et leur reproduction sociales passent par leur insertion à l'économie mondiale et à des appareils d'état "universalistes." Ce sentiment est projeté par le biais de l'Etat à toutes les populations, qui le reçoivent diversement. Il n'y a pas de processus simultané (et lent) de création d'un marché territorialement délimité, d'un sentiment national et d'un Etat. C'est l'Etat qui voudrait créer la Nation. Dans un cadre d'économies fortement dépendantes, écartelées entre un marché intérieur qui reste faible, des échanges inter-africains qui restent insignifiants (sauf avec l'Afrique du Sud) et de classiques échanges inégaux avec les pays industriellement développés, il est peu probable qu'un tel processus volontariste réussisse. Les indépendances africaines n'ont rien à voir avec celles de l'Amérique latine par exemple, et encore moins avec celle des Etats-Unis. Force est de constater d'ailleurs qu'à l'échelle du siècle, les sentiments "tribaux" n'ont montré aucune tendance à vouloir diminuer d'intensité. Le problème est qu'ils ont "par définition" été considérés comme rétrogrades. Et s'ils pouvaient être facteur de libération?

Comme on l'a vu précédemment, toute la politique économique du FRELIMO a, jusqu'en 1982 environ, visé à transformer en peu d'années le mode de production domestique, pour créer les bases matérielles d'un Etat et d'une Nation modernes. Ce projet nationaliste a échoué non parce que la société africaine serait incapable de supporter une politique développementaliste, mais parce que cette politique a en réalité été dirigée contre elle – ses langues, ses religions, son habitat dispersé, ses autorités politiques traditionnelles, ses associations communautaires urbaines, ses traditions ouvrières de lutte (dans les grands ports) – au lieu de partir de ses aspirations. Au nom du "pouvoir populaire" s'est implanté le pouvoir du parti unique et de ses "ODMs" ("organisations démocratiques de masse"), et plus aucun débat (local ou national) d'orientation ne fut plus possible:

L'inexistence d'institutions pluralistes, et donc de partis et d'associations indépendants du pouvoir autorisant l'expression des mouvements sociaux divers et contradictoires de la société mozambicaine, a produit une situation dans laquelle seuls les plus hauts dirigeants du Parti pouvaient prendre l'initiative des critiques et des mises en cause. C'est pourquoi le plus grand contestataire de l'Etat fut précisément son chef, le président Samora Moisés Machel. Mais s'il menait ses campagnes extraordinaires de rappel à l'ordre civique et productif, c'est que les mécanismes ordinaires n'existaient pas pour le faire. Le "pouvoir populaire" ne pouvait être autre chose, structurellement, que le

pouvoir du Parti, et de la direction du Parti en son sein. Ainsi l'Etat et le Parti qui le dirige sont bientôt apparus comme des forces étrangères et souvent hostiles aux populations qu'ils prétendaient représenter et administrer. Une démobilisation profonde a suivi, au point que certains ressentent le conflit qui oppose le FRELIMO à la RENAMO comme une guerre privée opposant deux armées rivales, se disputant le bénéfice du contrôle du peuple. Une partie des populations rurales a même pu accepter localement l'autorité de la RENAMO, sans nécessairement adhérer à ses "objectifs," pour se soustraire aux conséquences les plus funestes d'une politique étrangère à ses aspirations.¹³

Il faut comprendre que les paysans, qui souhaitaient récupérer les terres expropriées par les Portugais et qui les ont vues être dévolues aux fermes d'Etat dont ils devaient devenir les ouvriers, qui ont souffert d'avoir à entrer dans des villages communaux sans base économique et destructeurs de leur identité lignagère, qui n'ont pas trouvé dans les circuits commerciaux de biens de consommation courante car la priorité avait été donnée aux "grands projets" et non aux petites industries, qui ont vu tous les responsables de l'Etat et du parti parler non seulement une autre langue que la leur mais aussi un autre langage dirigé contre eux ("Abaixo o tribalismo! Abaixo o obscurantismo! Abaixo o lobolo! Abaixo ..."),¹⁴ ont fini par se sentir humiliés par cet Etat qu'ils avaient appelé de leurs vœux. Non seulement l'Etat leur est devenu extérieur mais ils en sont devenus les clandestins, cachant aux responsables tout ce qui faisait l'essentiel de leur vie intime, voire économique (combien de fausses habitations dans les villages communaux, occupées seulement le week-end ou par un seul membre de la famille, pour continuer à être présent sur les terres traditionnelles?). L'Etat extérieur, la société clandestine, tels sont les extrêmes que peut entraîner la volonté nationaliste.

Toute l'histoire des indépendances africaines montre que la création d'une Nation ne se décrète pas, ni même ne se projette. Parce qu'elle est profondément antidémocratique dans les pays sans Nation, la volonté nationaliste empêche de construire des Etats solides fondés sur l'assentiment, la mobilisation, la responsabilité et la souveraineté populaires. Cette volonté peut s'exprimer sous une orientation socialisante et technocratique, comme au Mozambique de 1975 à 1982-1985; émoussée et plus modeste, mais toujours vivante, elle semble devoir continuer à s'exprimer sous une orientation plus classique, libérale, néocoloniale.

L'Etat, indispensable, n'est pas en accusation. Ni la centralisation – au Mozambique, le fédéralisme qui suppose en réalité un Etat puissant, serait sans doute une très mauvaise solution. Mais un Etat centralisé peut parfaitement redécouper ses régions pour les faire correspondre, quand c'est possible et c'est souvent possible, aux grands groupes ethniques; ses districts et localités aux degrés inférieurs de l'ethnicité. Il peut déclarer que la (ou les 2 ou

3) langues de l'administration régionale est, ou sont, celle(s) parlée(s) dans chaque région; que l'alphabétisation primaire soit systématiquement faite en langues maternelles; que les plans de développement doivent partir des besoins de la population, ce qui suppose un climat de démocratie véritable pour leur expression – l'une des idées les plus détestables en vigueur en cette fin de siècle est qu' "en Afrique," la démocratie pluraliste n'aurait aucun sens; que les autorités traditionnelles doivent être respectées – un Etat moderne ne peut en reconnaître la légitimité, mais peut les associer par le biais de structures consultatives; que les religions traditionnelles doivent être respectées au même titre que les religions monothéistes. Un Etat centralisé peut accorder le droit de grève et de libre association, si un parti se proclamant révolutionnaire existe en son sein, il peut lutter démocratiquement pour devenir la "force dirigeante de la société" au lieu de s'accorder constitutionnellement cette qualité. Dans un tel Etat, il y a une dynamique du mouvement social, et non un projet d'encadrement. Cet Etat est fort parce qu'il est ressenti comme le garant de la liberté de vivre selon sa culture, ce qui n'est en aucun cas antagonique au développement.

Le Mozambique a un Etat de langue officielle portugaise, c'est un fait. Mais le nationalisme, adapté à une petite minorité de la population, a, par les orientations politiques, économiques, culturelles et linguistiques qu'il a induites, échoué à en faire l'expression de la masse d'un peuple. La guerre civile qui le ravage en est la manifestation la plus dramatique: la RENAMO n'est pas forte exclusivement du soutien sud-africain, mais aussi de la faiblesse de l'assise de l'Etat qu'elle cherche à détruire. L'analyse des quatorze premières années de l'Indépendance mozambicaine dévoile l'un des grands paradoxes de l'Afrique contemporaine: les revendications démocratiques, la question nationale, y sont d'une primordiale importance, mais le nationalisme a mené toute une génération militante à l'impasse.

Dans ce cadre morose, quelle pourra être la place de la littérature au Mozambique? Laissons répondre Ungulani Ba Ka Khosa:

Acho muito burocratica a pergunta.¹⁵

Le réalisme socialiste en question: le Mozambique à la veille du V^e Congrès du Parti FRELIMO

Entre le 13 novembre 1988 et le 5 février 1989, au moment où commence publiquement l'examen des thèses pour le V^e Congrès du Parti FRELIMO, la revue *Tempo* interroge par écrit six écrivains mozambicains, en leur posant exactement les mêmes questions: ce sont Mia Couto (*Tempo*, no. 944, 13 novembre 1988), Filimone Meigos (no. 946, 27 novembre), Leite de Vasconcelos (no. 948, 11 décembre), Ungulani Ba Ka Khosa (no. 950, 25 décembre), Armando Artur (no. 955, 29 janvier 1989), et José Pastor (no. 956, 5 février). On a

superposé ici des extraits des réponses des six écrivains dont les avis sont souvent divergents.

Question no 1:

Quelle relation existe-t-il entre littérature et idéologie?

Mia Couto: Tous les types de relations moins, peut-être, celle qu'une certaine vision utilitaire de la littérature prétend faire valoir, plaçant l'écriture "au service" d'une idéologie. Dans ce type de raisonnement est implicite, presque toujours, une subordination administrative de la littérature aux raisons idéologiques. L'écrivain serait, dans cette optique normative, un simple écrivain, un simple fonctionnaire de l'écriture. Je crois que l'écriture a eu une valeur en tant que passion et qu'elle est, pour cela, intransitive.

Filimone Meigos: La littérature et l'idéologie ont une relation philosophique, c'est-à-dire qu'elles connaissent des cycles qui se renouvellent à partir de distorsions (port.: *diégeses*) successives exacerbées par la médiocrité, qui est à mon avis une catégorie socio-historique. La médiocrité, parce que réalité anachronique toujours, devient la cible commune à toutes deux bien qu'il existe des points de vue divergents relativement à la réalité traitée: c'est cette relation de complément implicite entre littérature et idéologie qui m'oblige à citer Garcia Marquez: "Tout finit par être politique," donc idéologique.

Partant du principe que tout est en relation directe ou indirecte avec tout, c'est dans cette condition que l'idéologie et la littérature reprennent le cycle de rejet et symbiose, car finalement l'idéologie est la manière idéale qu'utilisent les gens pour se situer dans la vie et la littérature est leur portrait, graphie de l'oralité (port.: *palavragrafia*).

Leite de Vasconcelos: La question propose un débat ancien.... On discute les fils d'un réseau de relations et non son existence. Quelques-uns de ces fils tendent à enserrer la création littéraire dans une relation fonctionnelle avec les idéologies et l'écrivain dans une position de fonctionnaire.

Les risques de la fonctionnalité ne résident pas tant dans le fait qu'un écrivain la choisisse – quelques grands écrivains le firent à certains moments et je ne vois pas mal à cela pour la littérature. Ils résident dans le fait d'être imposés. L'argument selon lequel l'idéologie étant correcte, il est bon que l'écrivain subordonne la création à des normes fonctionnelles, n'a pas de valeur....

Presque toujours, ce qu'on impose est un code de certitudes et un catalogue d'interdictions. Les idéologies ont, contre la science et l'intuition, le vertige des systèmes achevés et la tentation de murer les frontières de l'inexpliqué. Tous les dogmes sont des ponts extrêmement fragiles d'irrationalisme sur l'inconnu et le nouveau....

Pour l'écrivain, l'idéologie n'est pas un système de certitudes et un

manuel de convictions.... Les idéologies et la littérature naissent d'interroger la vie et cela les lie génétiquement. Mais l'idéologie s'organise autour de réponses socialement fonctionnelles et la littérature se développe en se souciant non tant de la cohérence fonctionnelle des réponses que des espaces réels ou imaginaires où elles puissent construire leur propre cohérence....

Je crois qu'aucun homme (et donc aucun écrivain) n'est porteur d'un seul et complet système idéologique. En chaque homme, des valeurs idéologiques différentes se confrontent.... L'encadrement idéologique de la pensée d'un homme n'est pas une idéologie, et à cause de cela aussi, l'ensemble d'idées, de convictions, de doutes, de désirs et de peurs qui forment l'encadrement idéologique d'une oeuvre littéraire n'est pas une idéologie.

Ungulani Ba Ka Khosa: Quelle idéologie?

Armando Artur: L'important est que la conscience idéologique d'un écrivain soit à la hauteur de son talent. Ainsi, nous n'évaluerons pas chez un écrivain son oeuvre mais l'idéologie qui réside en lui. C'est pourquoi il est important que l'écrivain ait une conscience claire des perspectives du futur, donnant à son oeuvre une signification militante. Mais on a pu dire: "La moralité propre de l'art ne réside pas dans le précept mais dans l'éveil."

José Pastor: (la littérature) s'insère dans la catégorie des formes de conscience sociale.... La littérature a un caractère, est une forme, de reflet. Le reflet est un concept basique de la gnologie marxiste.... Le reflet est actif relativement à la réalité reflété, il n'est ni passif ni indifférent comme celui du miroir.... Dans une société divisée en classes antagoniques, le reflet de la vie que fournit la littérature amène nécessairement la marque des idées et des positions classistes de ses auteurs; la littérature agit et, participe, à sa façon, évidemment, aux luttes des classes ... bien que ce ne soit pas toujours de forme consciente.

Comme facteur actif de la vie sociale, la littérature est toujours "tendancieuse," non dans le sens péjoratif mais en ce sens bien clair qu'elle n'est pas socialement indifférente. La "tendencialité" [sic: *tendenciosidade*] de la littérature est un fait incontestable, en dépit de quelques positions de la science littéraire traditionnelle qui s'acharne à le nier, considérant les oeuvres ouvertement "tendancieuses" comme artistiquement inférieures ou non artistiques.... Les mots "tendencialité" et "tendencieux" peuvent acquérir un sens péjoratif seulement quand l'attitude des créateurs se manifestent par des procédés non artistiques.

Question no 2:

L'écrivain doit-il s'engager dans une (ou des) cause(s)?

Mia Couto: L'écrivain est sujet aux mêmes lois que les autres. Il vit et nage dans les mêmes eaux que tout le monde. Il s'engage et se désengage tout

autant que les autres hommes, avec une passion et une conscience égales. Il n'existe aucune distinction à ce niveau. La différence réside en ce que l'investissement de l'écrivain l'oblige à exprimer cet engagement (aussi) au sein de l'écriture.

Filimone Meigos: L'écrivain comme homme socialement conditionné et individuellement exprimé porte en lui des sentiments politico-moraux, des instincts, désirs, intérêts, motivations et idéaux. C'est envers cela qu'il doit s'engager. Au moment sacré, celui où le texte littéraire voit le jour, je pense qu'est toujours présent la recreation de ce qu'il porte comme idéal... L'engagement de l'écrivain est dans le drame humain, la manière d'être dans la vie et le sentir du peuple (au sens positif du terme), parce que de fait écrire est un acte de culture, et la culture est faite par le peuple au long de son chemin: l'engagement de l'écrivain est dans les idéaux de la paix, du progrès et de la prospérité de tous ... en dernière analyse avec la raison.

Leite de Vasconcelos: Je crois que oui.

Ungulani Ba Ka Khosa: Oui.

Armando Artur: Bien sûr.

José Pastor: Indépendamment de sa volonté, l'écrivain est toujours engagé dans une cause, pas toujours ouvertement et consciemment. L'écrivain doit être du côté de l'Humanité, mais il ne suffit pas de la dire ainsi. Aujourd'hui, être du côté de l'Humanité, c'est être du côté du Socialisme. Je ne veux pas dire que les auteurs qui défendent cette cause doivent obligatoirement développer une littérature ouvertement engagée ou même partisane, car, j'insiste, la "tendencialité" peut exister de façon voilée et inconsciemment et de bons créateurs de littérature ne cessent pas de l'être pour autant.

Question no 3: Quelle(s) cause(s)?

Mia Couto: Toutes les causes en lesquelles il croit... Mais il existe une certaine tendance à réduire les "causes" aux motivations explicitement politiques. Cependant, les engagements peuvent se produire à d'autres niveaux et de diverses manières.

Leite de Vasconcelos: La cause de la vie – et donc de la paix. La cause de la liberté – et donc du progrès... La cause de l'égalité -et donc de la justice. La cause de la bonté et la cause de la beauté – donc du bonheur des hommes parce que ce dernier est le plus sûr espace de conjonction de ce qui est bon et de ce qui est beau. Les causes en lesquelles je crois – et donc celle de l'amour, car c'est le seul philtre qui peut garantir que les causes ne soient pas viciées.

Cela dit, je suis conscient d'avoir utilisé avec la plus grande impudeur, des mots dont un certain cynisme intellectuel nous enseigne à avoir honte, tant

ils sont usés, typés, tant ils ont de sens que leur sens est l'ambigu té et l'imperfection même.

A l'écriture revient aussi la revalorisation des mots.

Ungulani Ba Ka Khosa: Celle de l'humanité.

Armando Artur: Celles qui contribuent à l'élévation de la dignité de l'homme.

(Filimone Meigos et José Pastor: voir question no 2).

Question no 4:

Pensez-vous que la littérature puisse déterminer le chemin d'une société?

Mia Couto: En aucune manière.

Filimone Meigos: La littérature est une branche aussi importante que les autres sur le front culturel. Elle tue la faim spirituelle, aussi maléfique que la faim matérielle, et on voit quelle influence a dans la vie d'un peuple la faim matérielle: déterminante! "La littérature est un troisième pouvoir," dit José Craveirinha....

Leite de Vasconcelos: Je pense qu'aucune activité ne peut, en elle-même, déterminer le chemin d'une société. La littérature participe aux transformations sociales, et en subit de même l'influence.

Ungulani Ba Ka Khosa: Jamais.

Armando Artur: Je la crois trop impuissante. Peut-être en confluence avec d'autres forces.

José Pastor: Bien sûr que non. Il y a déjà eu des sociétés sans littératures et elles n'ont pas cessé pour autant de suivre leur chemin, ni ne l'ont perdu. Nous devons cependant admettre que la littérature a des possibilités énormes d'influencer la société, grâce à ses propres moyens d'appropriation esthétique de la réalité, de la vie. Mais elle a ses propres limitations car ses matériaux de communication se restreignent à la langue. C'est, dans l'ensemble des arts, avec les divers systèmes de signes utilisés, celui où nous trouvons la plus grand influence sur la société et la culture.

Question no 5:

Quelle est la place de la littérature aujourd'hui au Mozambique?

Mia Couto: La littérature peut aider à ce que ce pays se construise comme réalité et s'invente comme utopie. Celle qui sera écrite en langue portugaise peut aussi contribuer à la fixation d'un "portugais" nôtre, plus proche et familier, plus navigable pour les vaisseaux de notre imaginaire.

Filimone Meigos: La place de la littérature au Mozambique? La place qu'occupe n'importe quel agrégat dans un système nouveau. Il a besoin de fluides pour éviter les frictions, d'autant qu'il s'agit d'un nouveau moteur à propulsion qui a déjà passé la troisième.

Dans un pays comme le nôtre, ce qui pointe est déjà bon, tel que.

Leite de Vasconcelos: Avant tout, il faut que la littérature conquière un espace, ce qui ne dépend pas que d'elle.

Une édition "géante" de 10 000 exemplaires, à supposer avec un optimisme démesuré qu'elle s'épuise et que chaque exemplaire soit lu par cinq personnes, atteindrait 0,3% d'une population dont 25% environ des personnes sont alphabétisées et moins de 2% lisent habituellement.

Même si la statistique est un mètre très déficient pour évaluer l'importance d'une littérature, des nombres comme ceux-ci doivent imposer une soigneuse modestie quand on parle de la "place" de la littérature dans notre pays. La place du livre littéraire (par place j'entends son espace social) est infime.

Je pense qu'on devrait parier plus, beaucoup plus, dans d'autres formes de divulgation. Aujourd'hui, l'importance des pages littéraires (la "Gazeta" et le "Dialogo") est plus forte que celle du livre. Je pense qu'une partie des moyens et des efforts que l'AEMO dépense en éditant des livres serait mieux utilisée dans une revue mensuelle ou bimensuelle, une fois pondéré le désir légitime que les écrivains ont de voir leurs livres publiés.

Ungulani Ba Ka Khosa: Je trouve la question bien bureaucratique.

Armando Artur: Je ne sais pas. Demandez-moi dans dix ans.

José Pastor: Nous sommes dans la phase de croissance de notre littérature Nationale [sic: N]: nous recevons des impulsions d'autres littératures, nous émettons les nôtres. La tâche de notre écrivain d'aujourd'hui est de contribuer à consolider tout ce qui est National (sic) en développant sa "personnalité," sans tomber dans un nationalisme exacerbé (qui nous a déjà causé du mal), en respectant la richesse de la diversité; contribuer à la paix, qui doit être conquise dans la dignité, à la construction d'une société nouvelle où l'homme, de fait, n'asservisse pas l'homme. Dans la situation où nous vivons, dans la difficile heure historique que nous traversons, l'écrivain est appelé à s'engager avec plus de vigueur, plus ouvertement. Et cet engagement pour les intérêts du pays et du peuple doit passer par la critique des chemins que nous avons suivis, des pistes que nous avons empruntées, des impasses dont nous ne sommes pas encore sortis, valorisant ce que sont les conquêtes irréversibles de l'Indépendance et de la Révolution.

Notes

- 1 Les cinq Pays Africains de Langue Officielle Portugaise, qui ont accédé à l'indépendance en 1975, ont manifesté des options particulièrement "unitaires," jacobines, qui se sont traduites par une farouche volonté de négation (et donc d'oppression) ethnique. Mais cette négation ne leur a pas pour autant permis de dégager en positif ce qu'était la nationalité au-delà de la communauté de résistance au colonialisme (communauté qui elle-même tient beaucoup du mythe). Malgré le renfort de la littérature (qui occupe, dans l'aire culturelle lusophone, une place politique traditionnellement très importante), l'imaginaire national n'a pu être créé. Le recul du "réalisme patriotique-socialiste" (recul dont on trouvera des illustrations en annexe) devrait accroître, mais aussi banaliser cet échec. Partant de l'étude de cas mozambicaine, j'ai donc voulu analyser le couple langue / littérature en tant que problème politique fondateur de la nouvelle République.
L'actualité mozambicaine a connu une profonde évolution ces derniers mois. Tels ou tels faits pourront donc être dépassés. Mais le fond reste: l'abandon du "marxisme-léninisme," l'adoption du libéralisme économique, les négociations avec les rebelles de la RENAMO, n'ont pas changé un iota de l'idéal urbain, national et unitaire des dirigeants du FRELIMO, bien éloigné des valeurs sociales et culturelles d'une grande partie de la population et peu compatible avec une démocratisation réelle.
- 2 Je ne souhaite pas ici entrer dans le débat infini sur la définition de l'ethnie. Sur le plan politique, il n'est d'ailleurs pas nécessairement utile de "savoir" ce qu'est une ethnie pour en respecter les droits et en promouvoir la culture. Il est clair cependant que l'expression "degrés d'ethnicité" (des degrés qui peuvent être fort variables: du segment de lignage au grand groupe ethno-linguistique) correspond mieux à ce que je souhaite exprimer. Selon les circonstances (politiques, économiques, et culturelles), tel ou tel "degré" prend conscience de lui-même et réagit face à un phénomène agressif. Mais si des alignements apparaissent alors, c'est que les lignes de clivages, même "dormantes," sont bien pré-existantes. On ne saura jamais ce qu'est l'ethnie – est-ce différent pour la Nation? – mais elle est.
- 3 Sur ces questions voir notamment Cahen 1987, Geffray et Pedersen 1988, Geffray 1988 et 1990 (à paraître).
- 4 Transmis par Christine Messiant.
- 5 La direction du FRELIMO en exil en Tanzanie pendant toute la période de formation des villages ujamaa, et bien placée pour analyser les abus commis et l'échec du processus, se débarrassa de ses scrupules sous le prétexte que "Nyerere n'était pas marxiste-léniniste"!
- 6 Christine Messiant et Rosemary Jill Dias notamment.
- 7 En 1969, Eduardo Mondlane est assassiné par l'explosion d'un colis piégé, peu de temps après, Uria Simango, vice-président du FRELIMO est expulsé, et Lazaro Nkavandame, responsable de la province du Cabo Delgado, se rend aux portugais. Cette grave crise amène à la direction Samora Machel, chef militaire de l'organisation depuis la mort, dans des circonstances non éclaircies de Filipe S. Magaia. S. Machel, avec Marcelino dos Santos et d'autres, va impulser un cours nationaliste-révolutionnaire et marxisant au sein du Front, avant de le transformer officiellement en "parti marxiste-léniniste de l'alliance ouvriers-paysans" en 1977. Avec des sensibilités diverses, les dirigeants exclus représentaient un nationalisme plus "classique" (qualifié de "bourgeois" par les nouveaux dirigeants). Nkavandame (mais pas U. Simango), était investi dans des opérations commerciales fructueuses (c'est du moins ce qui est généralement affirmé) au Cabo Delgado, qui lui valurent la méfiance des paysans maconde. Malgré sa popularité passée, c'est presque seul qu'il se rendit aux portugais – échec majeur pour les services

- de renseignements de ces derniers. Ces circonstances expliquent le soutien massif des paysans des zones libérées au nouveau discours socialiste ("A bas les nouveaux exploités") et convainquirent la direction elle-même de la justesse de son tournant.
- 8 Il ne s'agit pas pour moi de proposer ici un modèle constitutionnel démocratique pour le Mozambique, mais de constater les effets dévastateurs de la constitution de parti unique sur le mouvement social. La population confond d'ailleurs totalement ce qui relève, en principe, de l'Etat ou des associations de masse ou du Parti, en les désignant d'un nom commun: les "structures."
 - 9 Voir notamment Serapiao (1985). Luis B. Serapiao est le représentant de la RENAMO aux Etats-Unis.
 - 10 Le séminaire de langues est annoncé dans un petit article de M(anuel) F(ernando) 1988b. Ayant lieu les 23-26 août 1988, son compte-rendu dans *Tempo* n'apparaît que fin octobre 1988 (Sergio 1988); ce retard de plus de deux mois est-il dû à la seule surcharge de l'actualité (voyage du Pape)? Le séminaire sur la radiodiffusion est modestement couvert dans l'articulet de L(uis), A(lexandre) 1989.
 - 11 La délégation mozambicaine est composée de José Craveirinha, Sergio Vieira, Albino Magaia, Calane da Silva, Mia Couto, Anibal Aleluia, Ungulani Ba Ka Khosa, Fatima Mendonça, Armando Arthur; s'y joignent d'autres écrivains résidant temporairement ou de façon permanente à Lisbonne: Noémia de Sousa, Luis Carlos Patraquim, Tomas Vimaro et Perpétua Gonçalves (*Tempo* 1989: 42).
 - 12 La justification éternellement utilisée pour l'intangibilité des frontières coloniales en Afrique est que sa remise en cause entraînerait des guerres nombreuses. Cela présuppose que l'aura toujours à faire à des régimes politiques non démocratiques, incapables de régler de façon dynamique les problèmes liés à l'autodétermination de leurs peuples. Par ailleurs on n'a jamais cherché à savoir combien de guerres, souffrances, instabilités dues au refus des populations de reconnaître ces "frontières," cette non-remise en cause de l'intangibilité a entraîné depuis le début des années soixante. Biafra, Erythrée, les somalis partagés entre quatre pays, sud-Soudan, Zaïre, Casamance, Touaregs, Cabinda, etc.: combien? La belle formule senghorienne – "En Afrique, l'Etat a précédé la Nation" – est plus une imposture qu'une évidence: car l'Etat, dans ces conditions, est le principal obstacle à la formation de Nations.
 - 13 Extrait d'une prise de position de quatre chercheurs africanistes marxistes, français et soviétique (Meillassoux, Messiant, Cahen, Derluguian 1989) en faveur d'élections générales (et donc de négociations techniques FRELIMO-RENAMO) et d'une démocratisation générale capable de redynamiser le mouvement social, et permettant d'éviter tout partage de pouvoir avec la RENAMO, que le maintien rigide de la constitution de parti unique implique nécessairement au sein de l'Etat (cessez-le-feu contre la nomination de ministres "ex-RENAMO" nommés à titre "personne").
 - 14 "A bas le tribalisme! A bas l'obscurantisme! A bas le lobolo!..." Dans certaines régions du pays, le FRELIMO est désigné sous le nom de "Abaixo." Le "lobolo" est une valeur (de plus en plus souvent exclusivement monétaire) que le jeune homme doit verser au père de sa future épouse. C'est un vecteur fondamental de circulation et de redistribution dans la société traditionnelle (y compris urbaine) que le FRELIMO a, avant de rectifier tardivement, frontalement attaqué comme l'une des manifestations de l'obscurantisme.
 - 15 "Je trouve la question bien bureaucratique."

Bibliographie

Anonyme. 1988 (traduction de M. Cahen). "Lettre des Anciens Combattants." *Politique Africaine* 29: 115-129.

- de Brito, Luis. 1988. "Une relecture nécessaire: la genèse du parti-Etat FRELIMO." *Politique Africaine* 29: 15-27.
- Cahen, Michel. 1983-84. "Corporatisme et colonialisme: approche du cas mozambicain (1933-1979)." *Cahiers d'Etudes Africaines* 92-XXIII, no 4: 383-417 et 93-XXIV, no. 1: 5-24.
- . 1987. *Mozambique, la révolution imposée. Etudes sur douze années d'indépendance (1975-1987)*. Paris: L'Harmattan.
- . 1988. "La crise du nationalisme." *Politique Africaine* 29: 2-13.
- . 1989. "Syndicalisme urbain, luttes ouvrières et questions ethniques à Luanda: 1974-1977/1981." In *Bourgs et Villes en Afrique lusophone*, sous la direction de Michel Cahen. Paris: L'Harmattan.
- Capela, José. 1988. *A Republica Militar da Maganja da Costa (1862-1898)*. Maputo: Arquivo Historico de Moçambique / Nucleo Editorial da Universidade Eduardo Mondlane (Collection "Estudos," no 3.)
- Conselho Coordenador do Recenseamento. 1983. Os distritos em numeros. 1. Niassa. 2. Cabo Delgado. 3. Nampula. 4. Zambezia. 5. Tete. 6. Manica. 7. Sofala. 8. Inhambane. 9. Gaza. 10. Maputo. Maputo, 23 novembre 1983, Direcção Nacional de Estatística.
- Cruz, F. Pais da 1988. "Linguas africanas: ser ou nao ser..." *Tempo* 3 juillet, no. 925: 52.
- Dias, Jill Rosemary. 1984. "Uma questao de identidade: respostas intelectuais as transformações economicas no seio da elite crioula da Angola portuguesa entre 1870 e 1930." *Revista Internacional de Estudos Africanos*, no. 1, janvier-juin: 61-94.
- Fernando, Manuel. 1988a. "Linguas africanas: ser ou nao ser..." *Tempo* 5 juin, no. 921: 47-50.
- . 1988b. "Linguas moçambicanas em seminario." *Tempo* 24 juillet, no. 928.
- Geffray, Christian 1984. "Nobles, bourgeois, Inquisition: les prémisses de l'expansion coloniale portugaise au XVI^e siècle." *Cahiers d'Etudes Africaines* 21, no. 4: 523-546.
- . 1988. "Fragments du discours du pouvoir (1975-1985): du bon usage d'une méconnaissance scientifique." *Politique Africaine* 29: 71-85.
- . A paraître. *La cause des armes. Anthropologie de la guerre contemporaine au Mozambique*. Paris: Karthala (titre sujet à modification).
- Geffray, Christian et Mogens Pedersen. 1988. "Nampula en guerre." *Politique Africaine* 29: 28-40.
- Honwana, Luis Berbarado. 1981. "Sobre cultura moçambicana," (Maputo), s.d., Associação dos Escritores Moçambicanos, Cadernos de Consulta no. 2 (reproduction d'un article in *Tempo* 22 novembre 1981, no 580).
- . 1983. *Contribution à la définition d'une politique linguistique dans la République populaire du Mozambique*. Maputo: Secretaria de Estado da Cultura (traduction de M.F. Bidault).
- Honwana, Luis Berbarado, José Craveirinha, Rui Nogar. 1979. "A questao da cultura moçambicana." *Moçambique. Realidades e Factos*. Supplément au bulletin mensuel de l'Ambassade de RPM: 7-13 (publié également in *Africa. Literatura, Arte, Cultura, Lisbonne* 2, no. 6: 69-72).
- Instituto Nacional de Estatística, Delegação do Estado Português de Moçambique. 1973. *IV^e Recenseamento Geral da População, 1970*. Lourenço-Marques (Maputo), INE. 9 volume.
- Johnston, Anton. 1986. *Educação em Moçambique, 1975-1984. Uma resenha preparada por...* Stockholm, SIDA-Education Division Documents no. 30.
- Luis, Alexandre. 1989. "Radiodifusao em linguas nacionais analisada em seminario. Evento ultrapassou proposito inicial." *Tempo* 1 janvier, no. 951: 3-4.

- Meillassoux, Claude, Christine Messiant, Michel Cahen, Gueorgui Derluguian. 1989. "Vencer a guerra, pela democracia, para o socialismo." *Africa*, à paraître.
- Pélissier, René. 1984. *Naissance du Mozambique. Résistances et révoltes anti-coloniales (1854-1918)*. Orgeval, France: Editions Pélissier.
- Pundalela, Mateus. 1987. "Editorial." *Resistência Nacional Moçambicana – The Information Department Newsletter* 2 juin, no. 10: 5-11.
- Republica Popular de Moçambique, Ministerio da Educação. 1985. *Atlas Geografico*. Maputo-Stockholm, MINED / Esselte Map Service AB, 2^e édition.
- Serapiao, Luis Benjamin. 1985. *Mozambican foreign Policy and the West, 1975-1984*. Pasadena: California Institute of Technology (Munger Africana Library Notes 76).
- Sergio, Paulo. 1988. "Linguas moçambicanas: patrimonio revalorizado." *Tempo* 30 octobre, no. 942: 48-49.
- Yai, Olabiyi Babalola. 1981-83. *Elements of a Policy for Promotion of National Languages*. Paris: UNESCO, Restricted Technical Report RP / 1981-1983, Serial no. FMR / CLT / CS / 82 / 174 / People's Republic of Mozambique / Promotion of National and Local Languages.